



LÉGATION DE SUISSE  
EN TURQUIE  
70/5 FA/fh

*M. de Chat de ...  
29/7*

*En relation  
à ...*

Ankara, le 22 juillet 1946.

Rapport politique No 6

*29.7*

*Inform  
8. VIII. 46 / Jey*

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Le Secrétaire général du Ministère des affaires étrangères, M. l'Ambassadeur Erkine, est venu me voir ce matin et j'ai eu avec lui une assez longue conversation sur les grands problèmes qui se posent actuellement pour la Turquie. Il a été avec moi d'une franchise si amicalement ouverte qu'elle contrastait singulièrement avec le tour enveloppé, fuyant et félin que prenaient généralement les confidences qu'il m'arrivait parfois de recueillir de la bouche de mes interlocuteurs japonais. Je ne puis qu'être sensible à une confiance aussi spontanée, car elle est de bon augure pour le succès de ma mission dans ce pays.

M. Erkine ne connaît pas encore le résultat complet des élections. Il faut attendre à ce soir. Mais il est d'ores et déjà certain que le parti gouvernemental est battu complètement à Istanbul. A Smyrne, les urnes ne semblent pas s'être montrées plus favorables. Mon interlocuteur en conçoit quelque inquiétude. Il est fâché, à ses yeux, que le parti républicain ait précisément perdu la partie sur le Bosphore, sur ce bastion avancé de la défense turque, là où précisément la politique étrangère du gouvernement actuel aurait dû trouver le plus de compréhension et d'appui. On peut se demander quelles conclusions en vont tirer les Russes.

Quant à Ankara, la situation était encore incertaine, et mon interlocuteur n'excluait pas toute surprise sensationnelle. "Si, me disait-il, le parti de notre Président y est battu, on peut s'attendre à des changements à la tête même de l'Etat." L'enjeu est donc gros de conséquences, mais il est vain de dissenter longuement sur des hypothèses, si dramatiques puis-

Au Département Politique Fédéral

B e r n e .



-2-

sent-elles être. On sera probablement fixé ce soir. La retraite du Président İnönü, le successeur jusqu'ici incontesté d'Atatürk, serait, en tout cas, un événement d'une portée considérable pour le pays. L'incroyable se serait produit.

Quant à la politique étrangère, si elle n'a pas été l'objet de longues polémiques entre les partis adverses, M. Erkine ne cache point qu'elle pourrait se trouver quand même affectée par les résultats du scrutin. Il n'est pas douteux, à son avis, que les démocrates ont reçu certaines assurances de la part des Russes. Moscou aurait sans doute promis de liquider complètement la question des provinces orientales que réclament à cor et à cri certains comités arméniens et géorgiens et de reprendre, sur de nouvelles bases, le problème des rapports turco-soviétiques. C'est pourquoi, selon mon interlocuteur, il était facile à M. Celal Bayar, le chef des démocrates, de déclarer "qu'on crèverait les yeux à quiconque jetterait des regards d'envie sur la Turquie." Sa riposte était pleine de réticences. Il savait fort bien qu'il ne visait pas les Russes, puisque ceux-ci lui auraient déjà plus ou moins promis d'éliminer du tapis vert cette irritante question des vilayets orientaux dont le caractère turc, comme le soulignait encore le président du Conseil dans son discours électoral, ne saurait être révoqué en doute par aucun homme de bonne foi.

Que cache le jeu des démocrates? Bien des bruits circulent à ce sujet, mais aucun n'est contrôlé. On va même jusqu'à prétendre que, si les démocrates s'emparaient du pouvoir, les Soviets seraient capables de prendre à leur égard une initiative qu'ils se refusent absolument à envisager tant que la Turquie sera gouvernée par un parti républicain qu'ils exècrent: offrir à Ankara la résurrection du traité d'amitié et de non-agression dont ils avaient naguère refusé froidement la reconduction.

M. Erkine me dit, qu'en tout cas, des conversations ont eu lieu entre les démocrates et les agents de la Russie. Il me signale, en particulier, l'activité de l'ancien Ministre des

-3-

affaires étrangères, M. Rustu Aras, qui "est constamment à l'Ambassade soviétique" et qui a sans doute reçu des promesses du côté de Moscou quant à un changement éventuel de front de la politique moscovite envers la Turquie. Il ajoute aussitôt que ces gens se font beaucoup d'illusions sur la possibilité de traiter avec les Soviets autrement qu'on ne l'a fait jusqu'ici.

A ce propos, M. Erkine me dit qu'il a reçu l'autre jour la visite de l'Ambassadeur soviétique qui, à son étonnement, venait prendre congé avant de se rendre pour quelque temps à Moscou. L'entretien a évidemment porté sur la question des Détroits, et le représentant du Ministère des affaires étrangères a eu, une fois de plus, l'occasion de définir nettement la position de son gouvernement. A M. Vinogradov qui lui répétait la nécessité pour son gouvernement d'assurer la sécurité de la Russie du côté des Détroits, M. Erkine a répondu qu'il ne comprenait pas comment les Soviets pouvaient envisager de renforcer leur sécurité en annihilant celle de la Turquie. "Que diriez-vous, lui fit-il observer, si, sous prétexte d'assurer sa défense nationale, mon pays vous demandait de lui livrer une base militaire à Odessa?" Au cours de l'entretien, il lui a également répété que la Turquie ne pouvait que rester inébranlablement fidèle à son alliance avec l'Angleterre. Si cette alliance éveillait des craintes en Russie, le mieux serait de causer amicalement tout au moins "à trois". Pourquoi un accord loyal ne pourrait-il être trouvé entre Moscou, Londres et Ankara?

M. Erkine me confie que son interlocuteur n'a rien répondu sur cette question, mais que, quant à la Turquie, elle ne voit pas pourquoi elle prendrait les devants pour soumettre des propositions concrètes à son remuant voisin de la Mer Noire. Elle ne demande rien à personne. Elle est dans son bon droit. Si les Russes veulent causer, elle causera volontiers, mais avec la participation de l'Angleterre. Comme M. Erkine me l'avait exposé lors de notre premier entretien, des conversations à deux comporteraient un risque si redoutable pour son pays qu'il ne peut être envisagé. La Turquie n'entend pas s'isoler. Seule avec le puissant du Nord, que deviendrait-elle?

Les représentants diplomatiques des Etats satellites se donnent aussi beaucoup de peine, relève mon interlocuteur, pour essayer de nous convaincre d'adopter une attitude plus conciliante. Ils s'y prennent de façon parfois insidieuse. Ainsi, il n'y a pas longtemps, M. Erkine a eu avec le représentant polonais un dialogue animé qui pourrait être fortement résumé de la manière suivante:

Question: Vous avez des tarifs bien élevés sur vos chemins de fer.

Réponse: Oui, ils sont élevés, et ils le resteront tant que la Turquie devra garder sous les drapeaux tant de soldats, dont l'entretien lui coûte très cher.

Question: Mais pourquoi tant de troupes mobilisées? C'est singulier.

Réponse: Ignoreriez-vous que la Turquie est actuellement l'objet "d'une pression formidable de la part d'une puissance étrangère"? Si vous l'ignorez, je vais vous l'apprendre, et j'espère que vous comprendrez pourquoi la Turquie, à moins d'avoir des idées de suicide qui sont fort éloignées d'elle, ne peut pas renvoyer dans leurs foyers ceux qui gardent sa frontière. Elle serait, certes, heureuse de le faire. Les dépenses qu'elle doit supporter de ce fait sont énormes, et les voyageurs qui prennent le train s'en ressentent, mais qui l'oblige à les faire?

En écoutant mon interlocuteur, je me représentais l'embarras de mon collègue polonais. Le fauteuil dans lequel il était assis devait manquer de confort, d'autant que M. Erkine n'avait pas, à ce qu'il m'assure, mâché ses mots, ce qui n'apparaît pas dans l'esquisse que je viens de donner de cette conversation dont le cours général m'a paru de nature à vous intéresser.

En ce qui concerne la phrase du discours présidentiel selon laquelle "la question des Détroits sera probablement mise sur le tapis", M. Erkine me dit qu'on doit l'interpréter à la lettre. L'adverbe: "probablement" dit exactement ce qu'il doit dire. On ne peut, en ce moment, qu'émettre des suppositions. Au-

-5-

cun fait nouveau ne s'est produit. Personne n'a bougé et, à part l'interminable radio de Moscou, le Kremlin se cantonne dans un mutisme absolu. Les déductions que certains diplomates avaient cru devoir tirer du texte du Président de la République sont donc absolument erronées. On ne fait aucun préparatif pour un nouvel examen du problème. Pour le faire, il faudrait être saisi de données nouvelles. Ces données n'existent pas. Telle est l'opinion très nette du Ministère des affaires étrangères.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération et de mon respectueux dévouement.

Le Ministre de Suisse

